



Module de formation

Lutte contre les exonérations, niches fiscales et pertes de recettes

Présentiel

1 semaine

du 20/04/2026 au 24/04/2026
du 15/06/2026 au 19/06/2026
du 10/08/2026 au 14/08/2026
du 02/11/2026 au 06/11/2026

Packs

Standard : 1 700 €

Prix par personne hors transport international et hors hébergement

Confort : 1 800 €

Prix par personne avec hébergement et hors transport international

Mobilité : 2 600 €

Prix par personne avec transport international et hors hébergement

Premium : 2 700 €

Prix par personne avec transport international et hébergement

Pour qui

- Directions générales des impôts
- Directions des douanes
- Cellules de politique fiscale
- Directions du budget
- Parlementaires et conseillers fiscaux IGF, chambres des comptes
- Administrations sectorielles impliquées dans l'octroi d'exonérations

Objectifs pédagogiques

- Analyser le cadre juridique des exonérations et identifier les failles.
- Mesurer les dépenses fiscales selon les méthodologies FMI/OCDE.
- Déetecter les niches inutiles, inefficaces ou non pilotées.
- Évaluer les pertes de recettes liées aux zones franches, régimes spéciaux et exemptions douanières.
- Élaborer une stratégie de rationalisation progressive et soutenable.
- Produire un rapport annuel de dépenses fiscales.

Programme pédagogique

- Comprendre les exonérations : cadre juridique et effets économiques
 - Types d'exonérations : légales, discrétionnaires, sectorielles, douanières
 - Causes d'explosion des exonérations en Afrique subsaharienne
 - Coûts macroéconomiques : pertes de recettes, distorsions, concurrence déloyale
 - Méthode FMI d'analyse des exonérations
- Mesure des dépenses fiscales : méthodes FMI/OCDE
 - Définition et logique de la dépense fiscale
 - Benchmark légal, coût direct, recettes potentielles
 - Données requises et difficultés de disponibilité
 - Structure d'un rapport annuel de dépenses fiscales
- Analyse des niches inefficaces : rendement, équité, distorsions
 - Identifier les niches sans impact économique réel
 - Analyse coût/bénéfice fiscal
 - Régimes à haut risque : zones franches, dérogations ministérielles, ONG, régimes spéciaux.
 - Bonnes pratiques internationales : Maroc, Rwanda, Cap-Vert.
- Réduction et rationalisation : stratégie et gouvernance
 - Comment réduire les exonérations sans conflit politique.
 - Outils de rationalisation : moratoire, plafonnement, revue périodique, suppression graduelle
 - Mise en place d'un comité de supervision
 - Rôle du Parlement, des douanes et des ministères sectoriels
- Rapport de dépenses fiscales et arbitrages budgétaires
 - Structure d'un rapport crédible : méthode, chiffrage, analyse sectorielle
 - Intégration de la rationalisation
 - Arbitrages politiques et techniques
 - Présentation du rapport aux bailleurs et au gouvernement